

**FAITS MARQUANTS DE LIMA:****JEUDI 11 DÉCEMBRE 2014**

Dans la matinée, la Réunion de haut niveau de Lima sur l'action climatique a eu lieu. Le groupe de contact de l'ADP sur le point 3 s'est brièvement réuni le matin et a ensuite été suspendu pendant les consultations au sein des groupes de négociation sur la voie à suivre. Le groupe de contact s'est réuni tard dans l'après-midi, mais aucun accord n'a pu être atteint sur la façon de progresser. Des consultations informelles ont eu lieu toute la journée dans le cadre de la CdP et de la CMP. Une plénière informelle de bilan a eu lieu en soirée. Plus tard dans la soirée, le groupe de contact de l'ADP s'est brièvement réuni pour permettre aux co-présidents de l'ADP de présenter un projet de texte de décision révisé, dont les Parties ont accepté de discuter vendredi matin.

**RÉUNION DE HAUT NIVEAU DE LIMA SUR L'ACTION CLIMATIQUE**

Le Président des CdP 20/CMP 10 Pulgar-Vidal a noté que la salle de conférence était illuminée par les lignes de Nazca accompagnées par un texte invitant les participants à « créer », « se connecter », « agir » et « transformer ». Il a souligné que les acteurs non étatiques trouvent déjà des solutions, et a demandé comment leurs initiatives pourraient être multipliées et comment la collaboration avec ces acteurs pourrait être améliorée.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a souligné les initiatives ambitieuses et les acteurs qui ont été réunis au Sommet des Nations Unies sur le climat en septembre. Notant que l'action engendre l'ambition, il a indiqué que l'action aujourd'hui établira une base solide pour Paris.

Le Président du GIEC, Rajendra Pachauri, a souligné les messages clés du RE5, déclarant que la poursuite de l'efficacité et de l'équité conduira vers les solutions les plus rentables.

Felipe Calderón, ancien Président du Mexique et Président de la Commission mondiale sur l'économie et le climat, a passé en revue les réalisations de la Commission, en soulignant la nécessité d'agir pour réduire les émissions provenant de l'énergie, des villes et de l'utilisation des terres, notamment par: l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles; l'introduction de la prévisibilité du prix du carbone; et l'arrêt de la production d'énergie à partir du charbon.

Ollanta Humala, Président du Pérou, a noté que l'objectif du dialogue de haut niveau était de construire des passerelles pour la collaboration entre tous les niveaux de la société et de réunir les acteurs étatiques et non étatiques, tout en reconnaissant que les changements climatiques nécessitent des mesures globales, ambitieuses et transformatrices à tous les niveaux.

Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères de la France, a appelé « non seulement les gouvernements », mais aussi la société dans son ensemble, y compris le secteur privé, les peuples autochtones et la société civile, à trouver des solutions « transversales » pour un monde exempt de carbone. Il a indiqué que, en plus des engagements, un programme d'action est nécessaire.

Edna Molewa, Ministre de l'environnement de l'Afrique du Sud, a souligné la nécessité d'intensifier l'action au-delà du statu quo, en notant que moins d'efforts d'atténuation impliqueront plus de mesures d'adaptation.

Délio Malheiros, Maire adjoint de Belo Horizonte, du Brésil, a présenté des exemples d'actions climatiques menées dans sa ville.

Notant que les changements climatiques constituent une question d'éthique, et que la lutte contre ces changements est une obligation morale pour tous, Gian Luca Galletti, Ministre de l'environnement et de la protection du territoire et de la mer de l'Italie, a souligné les principaux rôles que les acteurs non étatiques doivent jouer à tous les niveaux pour assurer la transformation réussie des économies mondiales.

Mats Andersson, Président et Directeur général, Quatrième Fonds national de pension suédois, a souligné la nécessité d'attribuer un prix au carbone, pour envoyer le bon signal aux marchés, aux investisseurs et aux pollueurs, et de rendre obligatoire la publication de l'empreinte carbone des fonds de pension.

Tony de Brum, Ministre des affaires étrangères des Îles Marshall, a exhorté la mobilisation immédiate de l'action par un éventail d'acteurs non étatiques « dans et hors des salles de négociation » vers une décarbonisation mondiale.

Alberto Pizango, Co-Président du Caucus des peuples autochtones pour l'Amérique latine, a appelé à l'action climatique à travers: les titres fonciers; le respect du droit à l'autodétermination des peuples autochtones; l'accès direct aux fonds pour l'action climatique; l'adaptation de la REDD+ aux droits des peuples autochtones; et le contrôle des moteurs de la déforestation. Il a appelé à une décision de la CdP pour établir un forum permanent pour les peuples autochtones leur permettant de participer et de nouer des alliances dans le processus climatique.

Wael Hmaidan, Directeur du Réseau action climat, a déclaré que les initiatives des acteurs non étatiques doivent être considérées comme complémentaires aux objectifs des gouvernements et a mis en garde contre leur utilisation pour aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs.

Peter Bakker, Président du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, a déclaré que le monde des affaires demande un objectif à long terme clair sur les émissions de carbone et l'attribution d'un prix global, prévisible et robuste au carbone. Il a souligné une initiative à travers laquelle les entreprises collaborent pour développer 10 solutions technologiques et a indiqué que les plans y afférents seront présentés lors de la CdP 21 à Paris.

Mathew Rodriguez, Secrétaire à la protection de l'environnement de la Californie, a soutenu la reconnaissance du travail des entités sous-nationales et régionales, et a noté les partenariats de la Californie avec les acteurs du niveau national et d'autres pays.

Grace Balawag, du Caucus des peuples autochtones, a appelé à des engagements en faveur de l'équité, de la justice et d'un avenir durable pour tous.

Jennifer Morgan, Directrice du Programme Climat et Énergie au sein du World Resources Institute, a encouragé la société civile, les villes et les autres acteurs à s'engager dans la prise de décision sur le processus des contributions nationales pour s'assurer que les cadres requis seront établis. Elle a appelé à la poursuite des dialogues de haut niveau et à permettre aux observateurs de poser des questions aux pays à propos de leurs contributions.

David Cadman, Président de l'ICLEI - Gouvernements locaux pour la durabilité, a déclaré que les contributions des villes devraient être reconnues et que l'action concertée devrait commencer en 2015, et non en 2020.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Beate Antonich, Rishikesh Bhandary, Elena Kosolapova, Ph.D., Mari Luomi, Ph.D., Anna Schulz, et Mihaela Secieru. Édition numérique: Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT), le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette session a été fourni par le Royaume d'Arabie saoudite et de la Commission européenne (DG-CLIMA). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB à la Conférence de Lima sur les changements climatiques - décembre 2014 - est joignable par courriel à l'adresse <anna@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

Enrique García, Président de Corporación Andina de Fomento, a décrit le rôle de catalyseur de son réseau dans la lutte contre les changements climatiques.

Soulignant que l'action climatique n'est pas le problème des seuls gouvernements nationaux, la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres, a exhorté les Parties à établir des cadres réglementaires ambitieux aux niveaux national et international qui fourniront de la clarté et de la prévisibilité, et qui permettront aux acteurs non étatiques de prendre des mesures de lutte contre les changements climatiques.

Mary Robinson, ancienne Présidente de l'Irlande et Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les changements climatiques, a appelé à des mesures visant un avenir empreint d'équité et de dignité pour tous.

Soulignant qu'il est généralement admis que la solution aux changements climatiques réside dans la transformation économique, Rachel Kyte, du Groupe de la Banque mondiale, Vice-Présidente et Envoyée spéciale pour les changements climatiques, a fait remarquer que « les aspects économiques sont convaincants, la politique reste difficile ».

Al Gore, ancien Vice-Président américain, a déclaré qu'à Lima et à Paris « nous créons l'avenir du genre humain ».

Le Président des CdP 20/CMP 10, Manuel Pulgar-Vidal, a lancé NAZCA, un portail présentant les mesures prises par les villes, les entreprises, les régions et les investisseurs pour lutter contre les changements climatiques. Il a indiqué que cette initiative vise à fournir une forte impulsion aux négociations des Nations Unies sur le climat et à contribuer à donner aux gouvernements la confiance nécessaire pour signer un accord ambitieux à Paris.

### GROUPES DE CONTACT

**Point 3 de l'ADP:** Le Co-Président de l'ADP Runge-Metzger a ouvert la session du matin du groupe de contact se penchant sur le projet de décision sur la poursuite des travaux de la Plateforme de Durban pour une action renforcée, en notant que le projet de texte sur les éléments continuerait à « demeurer entre les mains » des négociateurs. Il a exhorté les Parties à rechercher un terrain d'entente sur le texte du projet de décision et a demandé des suggestions sur les moyens d'aller de l'avant avant la plénière de clôture de l'ADP.

Il a identifié cinq questions qui devaient être résolues: la portée des CPDN; l'information préalable concernant les CPDN; les actions suivant la présentation des CPDN; la mise en œuvre des engagements existants pour renforcer la confiance; et la façon de tenir compte des éléments dans la décision.

Répondant à la question des co-présidents sur les prochaines étapes, de la Bolivie, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, a noté les travaux du groupe en cours sur une proposition concernant la voie à suivre et a demandé du temps pour des consultations au sein du groupe. Les co-présidents ont ensuite suspendu la séance.

Dans l'après-midi, le Co-Président de l'ADP Kumarsingh a ouvert de la session de reprise. Soulignant le fait que les co-présidents étaient à la disposition des Parties sur la façon d'aller de l'avant, il leur a instamment demandé d'éviter le mode « caucus ».

La Bolivie, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, rejointe par le GUATÉMALA, le BRÉSIL, SINGAPOUR et l'ÉGYPTE, a souligné les efforts déployés par le groupe pour trouver un terrain d'entente sur les diverses options concernant les domaines identifiés par les co-présidents de l'ADP dans la séance du matin et a noté qu'ils ont des propositions à formuler. Le délégué a également proposé de passer à un format de groupe ouvert des Amis du Président.

Répondant à la SUISSE et l'UE, la Bolivie, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, a précisé qu'ils s'étaient efforcés d'« alléger » les options contenues dans le texte des co-présidents, en soulignant que ce n'était pas un nouveau texte. Concernant le format de groupe ouvert des Amis de président, le délégué a indiqué que les Parties peuvent désigner des représentants, et que toute Partie intéressée sera en mesure de participer.

L'Australie a instamment demandé de progresser en s'appuyant sur le texte des co-présidents et a exprimé son hésitation à travailler sur la base des propositions de texte actuellement considérées par le G-77/Chine.

La Suisse a proposé d'avancer avec le format actuel. Le Mexique a noté que la consolidation des options du G-77/Chine peut avoir « retiré certaines options de la table », et a appelé à progresser sur la base du texte des co-présidents.

La Suisse a appelé à passer des négociations ligne par ligne à une approche où un terrain d'entente peut être trouvé. Nauru, s'exprimant au nom de l'AOSIS, appuyée par le GUATÉMALA, a exprimé sa volonté de commencer à négocier immédiatement, indépendamment de l'étiquette apposée sur le format.

Les ÉTATS-UNIS et le JAPON ont déploré que le G-77/Chine n'ait pas atteint une convergence sur le secteur d'activité 1 (accord de 2015). L'AOSIS a suggéré qu'« un peu plus de temps » soit accordé au G-77/Chine pour lui permettre de parvenir à un accord.

Les ÉTATS-UNIS ont soutenu de travailler dans un cadre d'Amis du Président. L'UE a noté que les divergences entre les Parties sur les questions politiques nécessitent des orientations politiques.

La Malaisie, s'exprimant au nom des LMDC, a observé que: les pourparlers de Lima avaient commencé sur le mauvais pied avec un texte déséquilibré; les Parties ont fait du mieux qu'elles ont pu; la prise de décision multilatérale est « une affaire difficile »; et que grâce au processus axé sur les Parties à Lima « nous avons incorporé des éléments essentiels dans un texte qui peut être utilisé pour la suite, que ce soit à Lima ou au-delà ».

### PLÉNIÈRE DE BILAN CONJOINTE DES COP/CMP

Soulignant que jeudi le 11 décembre constitue le dernier jour pour résoudre toutes les questions en suspens, le Président des CdP 20/CMP 10 Pulgar-Vidal a instamment demandé aux Parties de faire avancer les négociations. Il a invité les Ministres Edna Molewa (Afrique du Sud) et Edward Davey (Royaume-Uni) à conduire un processus de sensibilisation ministérielle sur le financement à long terme et le FVC.

Le Co-Président de l'ADP Kumarsingh a souligné le manque de consensus entre les Parties sur la manière de poursuivre les négociations sur les textes.

Pulgar-Vidal a souligné la nécessité de prendre des décisions pour concrétiser les réalisations de cette CdP et a invité les Parties à formuler des propositions constructives, les exhortant à ne pas laisser Lima « les mains vides ». Il a assuré les Parties d'un processus de travail transparent et conduit par les Parties.

Pulgar-Vidal a noté la nécessité d'une décision forte sur les renseignements initiaux requis pour les CPDN et sur les actions à prévoir avant 2020, et d'un projet de texte de négociation contenant une variété de points de vue sur les éléments de l'accord de 2015.

Pour faire progresser les négociations de l'ADP, Pulgar-Vidal a demandé aux co-présidents de l'ADP de préparer un texte révisé d'ici 21h. Il a appelé à une focalisation sur quatre à cinq questions clés et a indiqué qu'il poursuivra ses consultations avec les ministres.

Le Président du SBSTA, Emmanuel Dumisani Dlamini, a fait part de la finalisation du texte de décision sur la révision des directives pour l'examen des rapports biennaux et des communications nationales, et a déclaré que les négociations ont continué sur les Articles 5, 7 et 8 (Questions méthodologiques relevant du Protocole de Kyoto).

Le Président du SBI, Amena Yauvoli, a présenté rapport sur les consultations sur la mise en œuvre des mesures de riposte, en notant l'absence d'accord, en particulier sur les arrangements institutionnels et a déclaré que les Parties sont prêtes à poursuivre les négociations sur la base du texte du projet de décision.

### DANS LES COULOIRS

Après près de deux semaines de délibérations intenses, bon nombre de délégués se sont sentis découragés, alors qu'au jour 10 de la CdP, l'ADP semblait perdre de l'élan, avec plus de 50 pages de texte entre crochets et aucun accord en vue sur la voie à suivre.

Un mystérieux document de projet de décision, qui a fait une brève apparition sur le site de l'ADP dans la matinée, a été largement diffusé parmi les délégués. Perdue entre les nombreuses pages de ce projet de texte et les plus de 50 pages du projet des co-présidents contenant toutes les propositions alternatives formulées par les Parties, beaucoup ont mis en doute la capacité de Lima à construire une passerelle vers Paris. Pourtant, certains se demandaient si, quelque part, les contours du résultat de Lima avaient commencé à devenir visibles. Inspiré par l'esprit positif de la réunion de haut niveau du matin sur l'action climatique, un délégué songea: « peut-être que, comme avec les lignes de Nazca, nous avons juste besoin de grimper la colline pour voir l'image complète ».

Avec la probabilité d'une nuit blanche se profilant pour les délégués, beaucoup ont estimé que la direction claire donnée par le Président des CdP/CMP les avait inspirés à grimper la pente raide devant.

**COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT:** Le compte-rendu et l'analyse du Bulletin des négociations de la Terre sur la Conférence de Lima sur les changements climatiques seront disponibles mardi 16 décembre 2014, à l'adresse: <http://www.iisd.ca/climate/cop20/enb/>